Chas Freeman : États-Unis, Russie et Ukraine se réunissent — les Européens tenus à l'écart

L'ambassadeur Chas Freeman a été secrétaire adjoint à la Défense et a reçu les plus hautes distinctions du département de la Défense pour services rendus à la nation, en reconnaissance de son rôle dans la conception d'un système de sécurité européen centré sur l'OTAN après la guerre froide et dans le rétablissement des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite pendant les opérations Bouclier du désert et Tempête du désert. Lisez le Substack de Chas Freeman : https://substack.com /@chasfreeman662157 Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author /B09FPQ4MDL Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok 00:00 Négociations à Abou Dhabi : une nouvelle approche de la sécurité européenne 08:30 Le rôle de la géographie dans les préoccupations de sécurité de la Russie 15:29 Comprendre les craintes russes et le contexte historique 20:25 L'impact de la politique intérieure sur la politique étrangère 26:49 L'avenir des relations entre les États-Unis et l'Iran et la stabilité régionale 29:39 Dynamiques régionales et influence iranienne 35:28 Évolution des alliances et politique israélienne 41:09 L'évolution de la nature de la guerre 44:49 Évolution des rapports de force mondiaux et autonomie stratégique 52:55 L'avenir de l'influence américaine

#Glenn

Bon retour parmi nous à tous. Nous recevons aujourd'hui l'éminent ambassadeur Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis et ancien ambassadeur en Arabie saoudite. Heureux de vous revoir, mon ami. Moi aussi, heureux de vous revoir. Alors, un constat semble revenir souvent ces derniers temps : Washington perd une partie de son contrôle, non seulement sur la politique intérieure, mais aussi sur sa politique étrangère — la guerre des États-Unis avec l'Iran, avec la Russie —, tandis que les relations avec Israël deviennent, elles aussi, de plus en plus problématiques. Les choses évoluent, bien sûr, mais on a l'impression que la capacité à maîtriser ces changements est en train de disparaître. Et je me suis dit qu'un bon point de départ serait sans doute le conflit actuel avec la Russie. Pour la première fois depuis février, si je ne me trompe pas,

les États-Unis, la Russie et l'Ukraine ont repris des négociations directes à Abou Dhabi. Les Européens restent évidemment à l'écart. Et je me demandais : quel regard portez-vous sur ce qui s'y passe en ce moment ?

#Chas Freeman

Oui, Sergueï Lavrov aurait déclaré à propos des Européens : « Qu'ils restent dans leur hôtel à Abou Dhabi. » Je pense que cela signifie que Jared Kushner et Steve Witkoff, peut-on supposer — même si c'est Jared Kushner qui s'est exprimé à ce sujet —, semblent avoir fait leur la proposition, ou l' exigence, formulée par Vladimir Poutine en décembre deux mille vingt et un : ouvrir une vaste discussion sur l'architecture de sécurité européenne, afin que les préoccupations russes soient prises en compte dans cette structure. On a vu Kaja Kallas dire, comme d'habitude : « Eh bien, il n'est pas nécessaire de consulter les Russes là-dessus. Nous avons une structure de sécurité, et ils n'ont qu'à l' accepter. Vous savez, c'est ce qu'ils devraient faire. » Mais il semble bien que les discussions de demain à Abou Dhabi entre Ukrainiens et Russes, sous la médiation des Émiratis, de Kushner et de Witkoff, aborderont effectivement la question plus large de l'architecture de sécurité européenne, sans que les Européens soient présents.

Les Européens ont apparemment été consultés à l'avance. Je doute qu'ils aient eu quoi que ce soit d' utile à dire. Tous les commentaires d'Européens que j'ai pu voir se répartissent en deux catégories. D' un côté, c'est : « Oh mon Dieu, les Américains et les Russes vont peut-être conclure un accord et nous l'imposer. » À cet égard, la possible rencontre tripartite à Guangzhou, les dix-huit et dix-neuf novembre, entre Vladimir Poutine, Donald Trump et Xi Jinping, suscite beaucoup d'appréhension. On craint qu'une sorte de triumvirat se forme et impose quelque chose à l'Europe. Ça, c'est une première inquiétude. Et l'autre, c'est : « Oh mon Dieu, ils parlent vraiment aux Russes, alors qu'ils ne devraient pas le faire. »

Et s'ils nous entraînent vraiment dans une discussion sur d'autres structures de sécurité en Europe ? Qu'allons-nous faire ? Et bien sûr, en toile de fond, il y a le fait qu'aux États-Unis, les élections du trois novembre ont été l'heure des comptes pour la politique menée sur de nombreux dossiers. Pas particulièrement l'Ukraine, mais certainement la guerre contre l'Iran, et certainement la guerre menée par Israël contre les Palestiniens. En Europe, on assiste à une remise en cause similaire face à l'austérité budgétaire imposée par les dons à l'Ukraine. Et quatre-vingt-dix milliards d'euros étaient censés durer deux ans. L'Ukraine les a dépensés en un an. Elle réclame maintenant quarante-cinq milliards d'euros. Et le lien direct avec l'Europe occidentale, c'est que les Européens n'ont pas cet argent. La population européenne ne veut pas payer.

Donc, en France, on a des manifestations qui tournent à la violence. En Allemagne, l'AfD se joint aussi au mouvement. Et aux Pays-Bas, comme dans d'autres pays, il y a aussi des manifestations contre l'austérité budgétaire et les dons à l'Ukraine. Il est donc clair que les Américains, les Européens et, bien sûr, les Ukrainiens sont disposés à explorer de nouvelles idées. Ils n'en ont pas, pour autant que je puisse en juger. Aujourd'hui, mardi dix novembre, les pourparlers à Abou Dhabi

auraient été productifs. C'est ce qui ressort des comptes rendus des Américains comme des Russes. Je n'ai pas vu de compte rendu ukrainien, mais les discussions semblent avoir porté principalement sur les questions territoriales et ce genre de choses. Je suppose que les Russes auront aussi insisté auprès des Ukrainiens pour qu'ils reconnaissent l'identité culturelle et linguistique russe au sein de l' Ukraine. Mais je n'en sais rien. On ne sait donc pas grand-chose à ce sujet.

Mais c'est mieux que de ne pas se parler. Et ils semblent au moins essayer de discuter des questions fondamentales à l'origine de cette guerre, à savoir la neutralité de l'Ukraine, sa non-appartenance à l' OTAN et les droits des minorités en Ukraine, une question qui, du fait de la guerre, est désormais devenue celle des concessions territoriales de l'Ukraine. Et enfin, bien sûr, il y a la question plus large d'une architecture de sécurité européenne qui rassurerait les Russes sur le fait qu'il n'y aurait pas de nouvelle invasion de la Russie depuis l'Ouest, comme celles de Napoléon ou des nazis, et qui rassurerait l'Occident sur le fait que la Russie n'a ni l'intention ni les moyens de conquérir l'Europe occidentale. Voilà donc où nous en sommes. Dans ce contexte, on a vu fuiter des informations provenant, je crois, d'un groupe d'opposition biélorusse qui a piraté des données en Fédération de Russie. Elles indiquent que quelque quatre cent mille Russes pourraient avoir perdu la vie dans cette guerre.

C'est probablement environ trois fois moins que le nombre d'Ukrainiens qui ont perdu la vie. Mais le carnage a été terrible. Et l'Ukraine doit maintenant affronter l'hiver sans électricité, sans courant. Les métros s'arrêtent à Kyiv et à Kharkov. Les gens grelottent de froid. Les Russes progressent manifestement, lentement, malgré les démentis. J'ai vu une juxtaposition très révélatrice : un reportage d'un journaliste occidental affirmant que les Ukrainiens tenaient bon, voire progressaient, suivi d'un reportage d'Al Jazeera montrant les Ukrainiens en train d'évacuer une bonne partie de Sloviansk. Je pense donc que nous sommes toujours embourbés dans un brouillard de désinformation et de guerre de l'information. Et il est très difficile de savoir ce qui se passe, mais tout semble annoncer encore davantage de difficultés pour les Ukrainiens, qui ont énormément souffert d'avoir été utilisés comme ils l'ont été contre les Russes.

#Glenn

Ce qui est étrange avec cette architecture de sécurité, c'est qu'au cours des trente-cinq dernières années, on a essentiellement construit une architecture de sécurité européenne fondée sur l'idée que la Russie, le plus grand pays d'Europe, ne devait pas avoir son mot à dire en Europe. Autrement dit, on a dit que l'Europe était représentée par l'OTAN et que la Russie n'avait pas de droit de veto sur l' OTAN. On n'a cessé de le répéter, comme si cela pouvait constituer une base crédible pour la stabilité. J'ai toujours pensé que c'était une erreur, parce que si on ne donne pas voix au chapitre aux Russes dans les institutions internationales ou dans l'architecture de sécurité européenne, ils ne vont pas tout simplement disparaître ou faire comme s'ils n'existaient pas. Il ne leur reste alors que le recours à la force. Et c'est, pour l'essentiel, ce qu'on a vu.

Ils ont épuisé les moyens diplomatiques, puis ils ont pris les armes. Je veux dire, ça aurait dû être prévisible. Mais maintenant, on se retrouve dans cette situation étrange où les autres Européens ne participent pas aux discussions sur l'Europe. Et je comprends un peu pourquoi. En tant qu'Européen, ça ne me fait pas plaisir de le dire, mais il vaut probablement mieux qu'on ne soit pas autour de la table, parce que nos dirigeants ne feront que saboter les discussions. Mais il y a un problème : les Russes disent qu'il nous faut une nouvelle architecture de sécurité européenne, mais ils ne peuvent pas avoir les Européens autour de la table, parce qu'ils essaieront de tout saboter. Pourtant, à un moment donné, il faut bien que les Européens participent. On ne peut pas laisser Washington et Moscou décider à eux seuls de l'avenir de l'Europe. Alors, à quoi pourrait ressembler un accord réaliste, selon vous ?

#Chas Freeman

Eh bien, je pense qu'à terme, les Européens devront être associés aux discussions. Peut-être que cela ne pourra se faire qu'après une percée du Rassemblement national aux élections en France et une progression de l'Alternative für Deutschland en Allemagne. Le chancelier Merz semble avoir accompli l'impossible. Il a uni tous les Européens dans leur antipathie à son égard, ce qui est une forme d'unité, j'imagine, assez semblable à celle que Trump a imposée aux États-Unis. Vous et moi avons déjà abordé cette question. Je pense qu'il est très instructif de revenir sur ce qui s'est passé au congrès de Vienne, après la fin des guerres napoléoniennes, quand les hommes d'État européens se sont réunis et ont réintégré les Français dans les concertations européennes. Les États-Unis n'y étaient pas.

Plutôt que de les punir, on a reconnu leur importance en tant que grande puissance au sein de l' Europe. Et, de ce fait, nous avons connu près d'un siècle, je crois, durant lequel les guerres en Europe ont eu une portée très limitée. Elles ont été brèves et décisives. Je pense à la guerre franco-prussienne, par exemple. Mais la leçon semble avoir été oubliée. Après la Première Guerre mondiale, au lieu de reconnaître l'importance d'intégrer l'Allemagne et l'Union soviétique nouvellement créée, qui succédait à la Russie tsariste, aux instances de concertation européennes, on les a mises au ban et, dans le cas de l'Allemagne, on lui a fait subir de lourdes injustices. Et le résultat a été la Seconde Guerre mondiale et, sans doute aussi, la guerre froide.

Il faut donc en tirer les leçons. On ne peut pas avoir la paix et la stabilité en Europe sans que toutes les grandes puissances, notamment les Russes, les Allemands, les Britanniques, les Français, les Italiens — et peut-être aussi les Espagnols — soient intégrées dans une structure. Et sur ce point, je trouve plutôt encourageant que Jared Kushner appelle aujourd'hui à rétablir le Conseil OTAN-Russie, qui a disparu en deux mille quatorze sous l'effet d'un coup d'État et de l'annexion de la Crimée, deux événements qui étaient liés. Quoi qu'il en soit, il est clair que l'Europe ne peut pas connaître la paix et la stabilité sans la participation des Russes. Et le simple fait de les écarter comme nous l'avons fait ne leur laisse effectivement pas d'autre choix que de recourir à la force, ce qu'ils ont fait à un coût considérable pour eux-mêmes.

Mais je pense qu'il est important de se rappeler de temps à autre que c'est l'Occident qui a envahi la Russie, et non l'inverse. Les Russes ont poursuivi les armées occidentales, napoléoniennes et nazies, jusque sur le sol européen, au prix de terribles sacrifices : vingt-sept millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale, l'incendie de Moscou et les ravages en Russie pendant les guerres napoléoniennes. Il me semble qu'il incombe à chacun, et aux historiens en particulier, de rappeler aux gens que leurs peurs sont, dans bien des cas, imaginaires. Je comprends les peurs russes comme un phénomène géographique. Si l'on regarde vers l'ouest depuis Moscou, il n'y a aucun obstacle naturel à l'avancée des armées jusqu'aux Pyrénées. Et si l'on regarde vers l'est, on voit de la toundra et des plaines, qui n'ont pas arrêté les armées mongoles lorsqu'elles ont conquis la Russie.

Alors, si vous êtes russe, que vous êtes à Moscou et que vous cherchez à protéger votre capitale et votre souveraineté nationale, vous vous préoccupez naturellement beaucoup de l'orientation politico-militaire de vos voisins. Ce n'est pas déraisonnable. Je pense que l'Occident a commis une énorme erreur quand, en décembre deux mille vingt et un, les Russes ont présenté un projet de traité et des propositions visant à rétablir les accords de Minsk, à donner à l'Ukraine un statut de neutralité et à ouvrir une conférence sur l'architecture de sécurité européenne. Au lieu d'examiner sérieusement ces propositions, les Européens comme les Américains les ont rejetées, les jugeant sans pertinence et impossibles à mettre en œuvre. Et le résultat, c'est beaucoup de morts ukrainiens et russes, et pas grand-chose d'autre.

#Glenn

Oui, ce que vous avez dit sur la géographie est pertinent, cela dit. Il y a quelques années, je crois que c'était l'ancien patron du MI6, John Scarlett, qui faisait remarquer que Poutine, en homme croyant, devait probablement se coucher chaque soir en priant Dieu, en lui demandant pourquoi il n' avait pas mis de montagnes en Ukraine. Tout au long de l'histoire, c'est par cette vaste plaine ouverte que les Européens ont marché sur la Russie. Et là encore, les Russes voient une continuité historique. Et ce n'est pas vraiment de la paranoïa. Cette obsession de l'OTAN pour l'Ukraine vise bel et bien, à en juger par les propos de nombreux responsables, à exploiter une vulnérabilité, à se servir des Ukrainiens comme d'un rempart contre les Russes. C'est donc intéressant de voir que nos chefs du renseignement et nos dirigeants militaires reconnaissent, en quelque sorte, le rôle de la géographie dans cette affaire, et comprennent pourquoi cela a toujours été intolérable pour les Russes. Oui.

#Chas Freeman

Je pense que l'une des qualités essentielles de toute personne qui travaille dans le renseignement, c' est la capacité à faire preuve d'empathie, à se mettre à la place des gens qu'elle analyse. Et c'est frappant de voir à quel point les responsables politiques européens semblent peu soucieux de faire le moindre effort pour vraiment comprendre le point de vue russe. On n'est pas obligé d'être d'accord, mais il faut au moins le comprendre. Il y a cette formule célèbre, bien sûr : avant de faire la guerre

à quelqu'un, il faut se mettre dans ses chaussures et marcher un bon kilomètre. Comme ça, on est à un bon kilomètre de lui, et on a ses chaussures. Il ne peut alors plus faire grand-chose.

Mais vous aurez aussi compris, peut-être, pourquoi ils ont tant de problèmes avec vous. Ça ne s'est pas produit. Il y a eu une avalanche de propagande très nuisible venue de l'Occident, dont une partie est franchement absurde. Et, vous savez, je vis, comme je vous l'ai déjà dit, dans un entrepôt pour vieux à Exeter, dans le New Hampshire. Les responsables de cet entrepôt, qui sont des gens très bien, ont un contrat avec une entreprise de cyberdéfense, et ils ont un pare-feu qui m'empêche de consulter des sites chinois ou russes parce qu'ils estiment, vous savez, que je suis vieux, donc que je n'ai plus toute ma tête, et que ça pourrait en quelque sorte me polluer le cerveau avec des connaissances indésirables. Et même avec un VPN, c'est difficile de contourner ce dispositif.

Donc, l'Occident s'est, en gros, coupé des perceptions de la réalité qui ne cadrent pas avec sa propagande. Et, vous savez, ce n'est pas une base pour mener une politique. Alors peut-être que Witkoff et Kushner, malgré tous leurs défauts — leur manque d'expérience, de connaissances et de soutien professionnel — ont un mérite : celui de ne pas en savoir beaucoup. Ils ont donc dû écouter Vladimir Poutine, Sergueï Lavrov et d'autres exposer leur point de vue, et peut-être l'ont-ils compris. Il semble que la structure des pourparlers à Abou Dhabi reflète une certaine compréhension des dilemmes qui ont contraint la Russie à se retrouver dans la situation profondément tragique qu'elle connaît depuis cinq ans.

#Glenn

Oui, non, je pense que cette façon de penser, cette rhétorique, cet étrange consensus en Europe constituent une grande partie du problème. C'est-à-dire que toute cette idée d'avoir de l'empathie pour l'adversaire, ou au moins de comprendre où il en est, dans quelle position il se trouve… Enfin, cette idée de se mettre à la place de l'adversaire, c'est quelque chose qu'on ne fait plus. Et je le souligne toujours : il ne s'agit pas seulement des Russes, mais aussi des Iraniens, des Chinois. Au fond, se mettre à leur place est considéré comme immoral, comme si on leur donnait une légitimité et qu'on sapait toute l'idée selon laquelle nous sommes une force au service du bien dans le monde.

Donc, si vous avez peur de nous ou si vous pensez que nous avons fait quelque chose de mal, cela remet en cause l'idéologie qui sous-tendait l'ère hégémonique dont nous venons de sortir. Mais, vous savez, cette ère est révolue. Je pense donc qu'ils ont aussi du mal à renoncer à cette idéologie. Mais je voulais quand même vous interroger sur Trump. Il y a beaucoup de variables en jeu, beaucoup de paramètres qui évoluent. Or, il y a eu cette élection aux États-Unis, qui a été assez désastreuse pour les républicains, au point que Trump en a même contesté la légitimité.

#Chas Freeman

Il remet ça.

#Glenn

Oui, j'ai remarqué ça. Mais c'est important, quand même, parce qu'il lui reste huit semaines avant de perdre le contrôle du Congrès et de se retrouver plus ou moins impuissant. On dirait que les démocrates ne sont pas sur la même longueur d'onde. Ils ressemblent davantage aux Européens dans leur empressement à poursuivre la guerre contre la Russie. Il a donc huit semaines pour faire avancer la paix, si c'est ce qu'il veut faire. Comment voyez-vous les huit prochaines semaines se dérouler ? Est-ce une fenêtre d'opportunité qui va se refermer ? Parce que les Européens, les Ukrainiens ou d'autres pourraient vouloir faire traîner les choses, puisque Trump sera affaibli en janvier.

#Chas Freeman

Eh bien, pendant un bref moment, on a espéré que Donald Trump réagirait à son humiliation en se consacrant à la construction de nouveaux monuments à sa propre gloire : la salle de bal, cette merveilleuse arche, et ainsi de suite. Mais il a nommé Stephen Miller au poste de chef de cabinet, ce qui revient à peu près à faire un doigt d'honneur à l'électorat américain. Et ça n'augure rien de bon pour une politique étrangère conciliante. On verra dans les prochains jours. Aujourd'hui, justement, un vote est prévu sur la résolution de mise en accusation déposée par Thomas Massie, un élu républicain du Kentucky à la Chambre des représentants, en fin de mandat. Elle comporte huit chefs d'accusation pour violation de la Constitution et de l'état de droit par le secrétaire à la Défense, le soi-disant secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth.

Hegseth a donné une conférence de presse presque hystérique dans la salle de presse dont il avait chassé les journalistes il y a quelque temps. Mais j'imagine qu'il y avait des gens sur place pour enregistrer tout ça. Enfin, on verra ce qui va se passer. Et ce qui compte ici, par rapport à la question que vous avez posée, c'est de savoir à quel point les républicains ont pris leurs distances avec le culte de Trump. Jusqu'où sont-ils prêts à affirmer leur indépendance ? Thomas Massie est républicain. C'est un franc-tireur, c'est certain. Mais les républicains sont dans une position très difficile. S'ils votent contre la mise en accusation de Hegseth, ils donnent l'impression de cautionner précisément les politiques que les électeurs viennent de rejeter.

S'ils votent pour, ils devront affronter la colère de Trump et de Stephen Miller. Les démocrates sont en très bonne position. Il leur suffit de voter pour la mise en accusation, et ils auront ainsi montré qu' ils respectent la volonté exprimée par les électeurs aux élections de mi-mandat. Et de toute façon, quand ils prendront leurs fonctions en tant que majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, le trois janvier, ils pourront mettre Hegseth en accusation sans l'aide des républicains. Ils sont donc en bonne position. Mais nous allons bientôt voir à quel point les partis américains sont divisés. Au sein du Parti républicain, des luttes se jouent autour de la direction du parti.

Il y a aussi des luttes en ce moment au sein du Parti démocrate, surtout autour de la question israélo-palestinienne. Chuck Schumer, qui est un sioniste déclaré, et Hakeem Jeffries, qui soutient le

sionisme, mais avec moins de ferveur que Schumer, qui est juif, sont tous deux contestés à la tête du parti. Beaucoup de progressistes nouvellement élus veulent les voir partir. Tout cela a une incidence sur le type de politique étrangère que nous allons mener. Nous observons aujourd'hui, aussi bien à propos de l'Iran que de l'Ukraine, une volonté de mettre ces questions de côté. Je suppose que cela traduit le désir de Trump de laisser une trace dans l'histoire autrement qu'en faisant la guerre. Et dans le cas de l'Iran, on peut dire qu'une bonne partie des propos actuels de Marco Rubio et d'autres, ainsi que de ceux de Trump, revient à dire : « Bon, écoutez, nous avons fait tout ce que nous avions à faire. Nous maîtrisons la situation avec l'Iran. »

Nous avons détruit leur marine. Il ne leur reste plus beaucoup d'armes. Ce n'est pas vrai, mais bon, c' est ce qu'on prétend. Nous avons détruit leur aviation. Bien sûr, ils n'en avaient pas, mais nous avons détruit leurs armes nucléaires, qu'ils n'avaient pas non plus. Et ces armes nucléaires, selon Trump, sont enfouies sous des milliers de tonnes de roche et ne peuvent pas être déterrées. Et nous contrôlons, selon Trump, le détroit d'Ormuz. Alors, que reste-t-il à faire ? Marco Rubio dit qu'une offensive militaire d'envergure ne servirait à rien. Nous avons vraiment accompli tout ce que nous devions accomplir, et l'Iran va simplement être laissé à son sort, à souffrir sous le poids des sanctions économiques. À cette fin, le CENTCOM, le Commandement central, a mis sur pied une cellule de vingt personnes chargée de fermer les frontières terrestres de l'Iran.

Pour moi, c'est un cas d'école de politique étrangère déconnectée de la réalité. Le département du Trésor des États-Unis a conservé le contrôle des recettes des exportations pétrolières de l'Irak et peut donc faire pression sur ce pays. Il a d'ailleurs ordonné à l'Irak de fermer ses frontières avec l' Iran, et l'Irak a fermé tous les points de passage sauf deux, d'après ce que j'entends. Cette mesure est extrêmement impopulaire en Irak. Elle va mettre beaucoup de gens au chômage, et je ne pense pas qu'elle puisse durer. Mais surtout, les Russes ne vont pas coopérer. Les Chinois ne vont pas coopérer. Les Pakistanais ne vont pas coopérer. Je ne pense pas que les Turkmènes du Turkménistan coopéreront. Je ne sais pas ce qui se passera avec l'Azerbaïdjan. Quoi qu'il en soit, on a entendu dire au CENTCOM : « Eh bien, nous ferons respecter cette mesure », ce qui veut sans doute dire en faisant appel aux forces d'opérations spéciales, aux commandos.

Je ne crois pas que quiconque veuille lancer une opération commando contre la Fédération de Russie, l'Armée populaire de libération chinoise ou l'armée pakistanaise. Cela me semble donc relever d'une sorte de stratégie qui consiste à s'effacer tout en criant victoire. Il y a un précédent, puisque c'est ce qui s'est passé lorsque les États-Unis ont tenté, sans succès, de briser le blocus de la mer Rouge imposé par les Houthis, Ansar Allah. C'est la fameuse formule Aiken, que le sénateur Aiken préconisait pour le Vietnam : déclarer la victoire et partir. Et c'est peut-être bien calculé. En tout cas, il est plausible que les quelques brins de paille emportés par le vent indiquent qu'il y a quelque part, en amont, une meule de foin de ce genre. On verra. C'est un moment où règne une grande confusion, mais enfin, cela fait déjà un bon moment que nous vivons dans la confusion. Il n'y a donc là rien d'inhabituel.

#Glenn

Eh bien, j'ai entendu dire que Trump avait reporté ou annulé de nouvelles frappes contre l'Iran, auxquelles on pourrait s'attendre s'ils mettent effectivement en place ce blocus terrestre, au moins en partie sous la pression des États du Golfe. Ils se rendent compte que s'il y a des frappes contre l'Iran, elles ne seront pas comme les précédentes. Elles seront très violentes, et l'Iran ne respectera alors plus aucune ligne rouge et détruira toutes les infrastructures vitales des États du Golfe, qui risqueraient de s'effondrer. Donc, apparemment, ils ont exercé une certaine pression sur Trump.

Encore une fois, je ne suis pas sûr que ce soit pour ça qu'il a reporté. Mais comment voyez-vous cette dynamique régionale ? Parce que, je le rappelle, vous avez été ambassadeur en Arabie saoudite. Les Saoudiens doivent avoir beaucoup de sujets d'inquiétude en ce moment. Ils sont aux prises avec Ansar Allah, autrement dit les Houthis, au Yémen. Bien sûr, ils ne souhaitent pas forcément une escalade avec les Iraniens. Et même si les États-Unis parvenaient à mettre l'Iran hors jeu, cela pourrait rendre les Saoudiens très vulnérables face à Israël, j'imagine. J'ai donc du mal à les voir s'engager pleinement dans une nouvelle guerre contre l'Iran.

#Chas Freeman

Je ne pense pas que ce soit le cas. Je pense même tout le contraire. Ils se sont opposés à cette guerre, à l'attaque du vingt-huit février. Ils ont été durement frappés par les Iraniens, et maintenant par Ansar Allah. Et je suis sûr qu'ils ont très fermement déconseillé de reprendre les bombardements contre l'Iran parce que, comme vous le dites, ils savent qu'ils sont très vulnérables à une contre-attaque iranienne. Bien sûr, il y a aussi le fait que le ministre des Affaires étrangères, Farhan, était à Téhéran pour représenter les Saoudiens, aux côtés du Pakistanais Asim Munir et du chef des services de renseignement turcs. Et il s'agissait notamment de plaider pour une médiation iranienne auprès d'Ansar Allah, ou pour que l'Iran use de son influence sur Ansar Allah afin de discuter d'une forme de sortie de la guerre en cours.

Il s'agissait en partie de chercher à se prémunir contre une attaque de l'Iran, au cas où les États-Unis feraient quelque chose d'irresponsable. Il y a aussi une dimension israélienne dans cette affaire. Le principal partisan d'une attaque contre l'Iran, c'était Netanyahou. Il appelait apparemment Trump tous les jours et allait même, selon certains, jusqu'à préconiser l'emploi d'armes nucléaires contre l'Iran. Et il est désormais mis à l'écart. Les résultats des élections en Israël l'ont discrédité. Il n'a pas perdu de beaucoup, mais il a bel et bien perdu. Et Gadi Eisenkot, qui est à la tête de l'opposition à Netanyahou, s'efforce de former ce qu'il appelle un gouvernement d'urgence en Israël, pour écarter Netanyahou du pouvoir. Il lui a fait une offre symbolique : « Vous pouvez faire partie de mon gouvernement, mais c'est moi qui serai Premier ministre. »

Il est très peu probable que Netanyahou accepte cela. Et Eisenkot semble vouloir organiser un vote à la Knesset pour mettre en place ce gouvernement intérimaire d'urgence, avec lui comme Premier ministre. Et il a une chance d'y parvenir. On entend aussi dire que Donald Trump soutient désormais Eisenkot pour le poste de Premier ministre en Israël, ce qui reflète sans doute sa profonde aversion

pour Benjamin Netanyahou, qui l'a mené en bateau et l'a entraîné dans les problèmes auxquels il est aujourd'hui confronté en Asie occidentale. Donc les Israéliens, par l'intermédiaire d'Eisenkot, ne sont pas non plus favorables à l'offensive de grande ampleur contre l'Iran que préconisait Netanyahou.

Et Eisenkot, qui est, de l'avis général, un stratège très chevronné et plein d'imagination, est aussi quelqu'un d'impitoyable. C'est lui qui a conçu la doctrine d'anéantissement appliquée à Gaza. Il est à l'origine de plusieurs politiques très agressives envers les voisins d'Israël. Ce n'est donc pas un pacifiste, mais il préconise des politiques hostiles à l'Iran qui soient plus élaborées, qui ne reposent pas sur des coups de massue au service d'une vaine vision de changement de régime. L'idée selon laquelle, vous savez, si on frappe l'Iran assez fort, il capitulera. C'est le genre de raisonnement qu' Hitler tenait à propos de Staline et de l'Union soviétique : frappez-les assez fort et ils abandonneront.

#Glenn

Et non, ils ne l'ont pas fait.

#Chas Freeman

Donc, je pense que tout repose désormais sur ces efforts symboliques visant à étrangler l'économie iranienne. Mais ces efforts étranglent aussi l'économie mondiale et l'économie américaine. Et, vous savez, si l'on compare l'Iran et les États-Unis en matière de résistance à la souffrance, je dirais que les Iraniens semblent bien plus stoïques que les Américains. Donc, je pense que l'idée selon laquelle le temps joue en faveur des États-Unis dans cet étranglement économique de l'Iran est très contestable, même si cette tentative de fermer les frontières terrestres de l'Iran n'était pas la farce qu'elle est, à mon avis.

#Glenn

Oui, enfin, ça ressemble vraiment à une farce. Mais concernant Israël, vous soulignez que la position politique de Netanyahou n'est pas seulement affaiblie. Bien sûr, Eisenkot va lui succéder au poste de Premier ministre. Tout ce gouvernement est désormais sur le départ. Mais on voit aussi que le soutien américain à Israël s'affaiblit, ou du moins, c'est l'impression qu'on en a. Et qu'est-ce que cela signifie pour les Israéliens ? Vont-ils devoir adopter une politique étrangère radicalement différente à partir de maintenant ? Ou est-ce que cela ira au-delà d'un simple changement de politique ? Pensez-vous qu'Israël puisse apprendre à vivre et à s'adapter dans un monde sans l'Amérique ? Quelles sont les voies possibles pour Israël ? Parce qu'Israël semble être un facteur clé dans tous les conflits de la région.

#Chas Freeman

Eh bien, ils le sont assurément, parce que l'expansionnisme israélien et la cruauté d'Israël envers les autres habitants de la Palestine sont les principaux facteurs de déstabilisation de la région, comme l'

a souligné le ministre des Affaires étrangères d'Oman, al-Boussaïdi. Donc oui, cela change énormément de choses. Le Premier ministre Netanyahou, voyant les signes avant-coureurs, a tout fait pour introduire en douce, dans la loi d'autorisation de la défense nationale, une relation parasitaire d'Israël avec le département de la Défense et le complexe militaro-industriel américain. Cette loi fusionne, en substance, les forces armées israéliennes et américaines à certaines fins. Cela a permis à Trump et à Netanyahou d'annoncer la fin de la subvention de trois milliards huit cents millions de dollars que les États-Unis se sont engagés à verser chaque année à Israël.

On ne voit pas du tout comment on pourrait éviter de verser ce qui est peut-être un tribut à Israël, puisque c'est inscrit dans la loi, et que la décision d'y mettre fin relève d'un décret présidentiel. En revanche, les démocrates qui arrivent au pouvoir le trois janvier n'ont manifestement aucune envie de signer à nouveau ce chèque. Et d'ailleurs, les luttes en cours pour les postes de direction tiennent en partie aux efforts des progressistes pour faire nommer Chris Van Hollen, le sénateur du Maryland, à la tête de la majorité au Sénat, à la place de Chuck Schumer, précisément parce qu'il est favorable à l'arrêt des ventes d'armes et des subventions à Israël. Je pense donc que nous entrons dans une nouvelle ère, et je pense que les Israéliens le comprennent.

Si la loi d'autorisation de la défense nationale n'est pas adoptée — et elle doit l'être d'ici demain, le onze novembre, faute de quoi l'administration fédérale risque à nouveau la paralysie —, alors la disposition qui fait d'Israël une composante des forces armées américaines ne figurera pas dans la loi. Et je pense qu'Israël est, à juste titre, perplexe face à ce qui s'est passé. Vous savez, beaucoup d'Israéliens se sont concentrés sur l'élection du premier sénateur musulman, Syed, dans le Michigan. Mais le fait est que de plus en plus de progressistes ouvertement opposés au projet de Grand Israël et à l'oppression des Palestiniens arrivent au pouvoir. Il est donc très probable que le soutien à Israël soit interrompu sous une forme ou une autre, ou du moins fortement réduit.

Tout le monde reconnaît que sans le soutien américain — le soutien logistique, le renseignement, et ainsi de suite — Israël ne pourrait pas commettre le génocide à Gaza, mettre le sud du Liban dans le même état que Gaza, ni perpétrer les pogroms en Cisjordanie. Les États-Unis ont donc les moyens de mettre fin aux exactions israéliennes dans la région. Ils n'ont pas voulu le faire. Et rien ne dit que les démocrates auront le courage de le faire non plus. Il est certain que Schumer et Jeffries n'y sont pas favorables, mais nous venons d'avoir une élection qui est allée dans l'autre sens. Nous verrons donc si, dans ce cas précis, l'opinion populaire fait effectivement évoluer les positions des élites et la politique des États-Unis.

Israël n'a pas d'autre option réaliste que de dépendre des États-Unis. C'est malheureusement vrai aussi pour l'Arabie saoudite. Autrement dit, les États-Unis sont le seul pays à avoir le poids, la puissance et la capacité de projeter cette puissance de façon décisive dans le golfe Persique et en Asie occidentale, comme nous l'avons montré lors des opérations Bouclier du désert et Tempête du désert, et comme nous ne parvenons pas à le montrer aujourd'hui. Parce que, très clairement, je pense qu'Israël va se retrouver dans une situation d'après-guerre. Vous savez, la guerre avec l'Iran peut se poursuivre, mais uniquement dans le sens où l'Iran adopterait la même posture que celle qu'

Israël a eue jusqu'ici. À savoir, ne pas se laisser freiner par le droit international et se sentir libre de mener des frappes préventives contre les Israéliens ou contre d'autres acteurs de la région qui le menacent.

C'était la doctrine israélienne, mais il semble maintenant que ce soit devenu la doctrine iranienne. Et, fait inquiétant dans ce contexte, l'Iran a supprimé la limite qu'il s'était lui-même imposée sur la portée de ses missiles balistiques. L'ayatollah Ali Khamenei avait limité cette portée à deux mille kilomètres, ce qui voulait dire que le sud-est de l'Europe pouvait être frappé — la Grèce, la Bulgarie, peut-être la Roumanie — mais pas l'Europe occidentale. Cette limite est en train d'être levée, et l' Iran affirme que son action militaire ne connaîtra aucune limite géographique s'il est amené à intervenir. Et je pense que, d'un point de vue technique, augmenter la portée de ces missiles est assez simple.

Et je pense qu'on va maintenant voir que si vous exploitez une base comme Ramstein, ou les différentes bases au Royaume-Uni qui soutiennent directement l'agression américaine contre l'Iran, vous risquez de recevoir une salve de missiles. Et je relève à ce propos qu'il n'y a même pas besoin de missiles. Apparemment, des avions ravitailleurs basés au Royaume-Uni ont été dispersés vers d' autres sites en Europe, principalement en Allemagne, en raison d'une menace locale au Royaume-Uni. Nous avions déjà vu les bombardiers B-1 être rapatriés aux États-Unis pour la même raison. Je pense donc qu'il y a un risque que cette guerre s'étende brutalement, bien au-delà de ses limites actuelles. Et cela pourrait se produire de deux façons.

La première possibilité, c'est que Donald Trump change d'avis et reconnaisse que la guerre n'est pas terminée, que nous n'avons pas gagné, et décide de finir en frappant un grand coup contre l'Iran, qui riposterait alors de la manière que j'ai décrite. Ou alors, puisque le guide suprême, Mustafa Khamenei, aurait apparemment ordonné à son gouvernement de mettre un terme à cette situation de ni paix ni guerre, les Iraniens pourraient lancer une attaque préventive. Dans ce cas, ils pourraient frapper l'Europe, mais aussi Israël et les pays arabes du Golfe. Nous traversons donc, une fois encore, une période très incertaine. Et nous devons espérer que Donald Trump est effectivement en train de mettre en œuvre une forme de plan de désengagement, plutôt que de risquer une reprise des affrontements armés qui ne serait pas limitée géographiquement.

#Glenn

Permettez-moi de vous poser une dernière question, une question de fond, si vous voulez. À l'échelle mondiale, la tendance semble aujourd'hui être à un certain éloignement entre les États-Unis et l' Europe, et les relations entre les États-Unis et Israël connaissent elles aussi une fracture. Les États du Golfe prennent un peu leurs distances avec le système d'alliances dirigé par les États-Unis. Bref, tous les anciens systèmes d'alliances de l'ère hégémonique semblent se désagréger, au moins en partie. Et en toile de fond, on voit que ces pays sont aussi désormais épuisés, militairement et économiquement. Tout cela se traduit par une forte instabilité politique. Je dirais même une crise de légitimité politique.

Pendant ce temps, les menaces communes auxquelles sont confrontés les Russes, les Iraniens et les Chinois — à savoir une guerre par procuration contre la Russie, une guerre directe contre l'Iran et une guerre économique contre la Chine — font qu'ils deviennent tous de plus en plus importants les uns pour les autres. C'est, en somme, le pire cauchemar de Kissinger qui se réalise : toutes les puissances eurasiatiques qui se rapprochent. Et vous soulignez que les Iraniens disent, en substance, qu'ils n'auront plus aucune ligne rouge. Ils ne s'imposeront plus aucune limite, même sur la portée de leurs missiles. Ils ont aussi précisé que, s'ils sont à nouveau attaqués, quiconque aide leurs agresseurs sera une cible. Ce qui pourrait, peut-on penser, inclure les Européens s'ils autorisent…

#Chas Freeman

Je pense que oui. Vous savez, les Européens ont avancé un argument bien peu convaincant : « Nous ne sommes pas impliqués dans la guerre. Nous permettons simplement aux Américains d'utiliser nos bases à des fins défensives. » Mais quelles sont ces fins défensives ? Ces bases ont servi à soutenir des offensives contre l'Iran et continuent de le faire. Je pense que, dans le Golfe, la plupart des bases américaines ont été entièrement détruites et sont devenues inutilisables, ce qui permet aux pays du Golfe d'affirmer qu'ils ne sont donc plus complices des attaques contre l'Iran. Mais je ne pense pas qu'aux yeux des Iraniens, l'Europe puisse prétendre être épargnée. Et quand on regarde le monde tel que vous le décrivez, ce qui frappe, ce n'est pas simplement que les alliances et les structures hégémoniques, si vous voulez, comme l'alliance transatlantique de l'OTAN, au sein de laquelle les États-Unis ont joué le rôle de principal chef d'orchestre, sont en train de s'effondrer.

On voit de plus en plus l'Europe chercher à ménager ses options. Elle est clairement engagée dans une quête d'autonomie stratégique encore très incohérente. Les Européens ne semblent pas parvenir à se projeter très clairement dans l'avenir, mais on a le sentiment que le cours des événements les y oblige. La relation entre la Russie et les États-Unis reste tendue et, à vrai dire, ne débouche sur rien. Elle est devenue un sujet de discorde dans les relations entre les États-Unis et l'Europe. Avec la Chine, les rapports sont cordiaux au niveau des dirigeants, mais profondément conflictuels au niveau des institutions. L'Inde, que les États-Unis courtisaient comme une puissance susceptible de faire basculer les équilibres, a clairement renoncé à cette perspective. Nous avons parlé de la guerre en Ukraine et de la guerre en Iran, qui se poursuivent. La relation avec Israël est menacée. Les nouvelles majorités démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat s'apprêtent à la réduire considérablement, sous une forme ou une autre.

Mais ce qui m'intéresse le plus, c'est que ces changements ne se limitent pas aux structures hégémoniques des alliances et ainsi de suite. Ils se produisent bel et bien dans les Amériques. Il vient d'y avoir une élection au Brésil, qui positionne le pays comme un contrepoids aux États-Unis et qui a mis fin à la tendance aux gouvernements militaristes de droite. On voit le président du Paraguay destitué pour des raisons sans rapport avec des facteurs extérieurs, alors qu'il était un grand admirateur de Trump. L'expérience de Milei avec la « Mileinomics », quoi que ce soit, ne

semble pas très bien se passer. Et, vous savez, le Venezuela a été mis au pas, mais l'ancienne lauréate du prix Nobel, Machado, est revenue et soutient désormais cette soumission aux États-Unis à laquelle la présidente par intérim Rodríguez a contribué.

Il y a un risque que Trump s'en prenne à Cuba parce qu'il pense que c'est une cible facile. Pour avoir vu les Cubains à l'œuvre de près, lorsque je participais aux efforts pour les faire sortir d'Angola et faire partir les Sud-Africains de Namibie, je dirais que ne pas les prendre au sérieux sur le champ de bataille est une grave erreur. Ils sont très compétents et profondément déterminés à défendre leur pays contre le colosse du Nord. Et puis, bien sûr, il y a les États-Unis qui, après avoir vécu dans une zone de paix en Amérique du Nord, se mettent à dos aussi bien le Mexique que le Canada. Je ne parlerai même pas des Danois et du Groenland. Mais, vous savez, ça fait tout de même beaucoup de crises de colère qui détruisent les relations. Et quoi qu'on puisse en dire par ailleurs, cela affaiblit gravement l'influence américaine, sa capacité à maîtriser le cours des événements partout dans le monde.

Et les militaires ne font pas exception, parce qu'ils ont maintenant échoué dans pratiquement toutes les guerres, sauf celle à laquelle j'ai participé, contre Saddam Hussein. Mais là, nous n'avons pas su transformer la victoire militaire en victoire politique. Donc, nous n'avons plus de diplomatie, parce que Marco Rubio n'a pas le temps de s'en occuper, avec toutes ses autres fonctions, et que le département d'État a été vidé de sa substance. Nous avons une armée où le mécontentement est très vif. Au Pentagone, beaucoup de gens n'attendent qu'une chose : témoigner contre Pete Hegseth si des enquêtes sont ouvertes sur sa conduite dans le cadre d'une procédure de destitution. Cela n' arrivera peut-être pas pendant la période de transition, mais cela arrivera certainement après le trois janvier. Bref, le tableau n'est pas réjouissant.

Et si l'on ajoute à cela la perspective de trois mois supplémentaires de hausse des prix du pétrole et du gaz naturel, si l'embargo dans le détroit d'Ormuz se poursuit, c'est une très bonne chose pour la Norvège, mais pas vraiment pour les autres. Il s'agit du blocus conjoint irano-américain du détroit d' Ormuz — conjoint, dans les faits, puisque les deux pays cherchent à empêcher le pétrole de sortir et les porte-conteneurs d'entrer. Donc, comme je l'ai dit, nous essayons d'étrangler l'économie iranienne, mais, ce faisant, nous étranglons notre propre économie et l'économie mondiale. Je ne pense pas que cela puisse durer. Je ne pense donc pas que le temps joue en faveur des États-Unis dans la guerre contre l'Iran. Je ne pense pas qu'il joue en faveur d'Israël. Je ne pense pas qu'il joue en faveur de qui que ce soit, en réalité. Mais l'Iran me semble mieux préparé que nous à tenir bon.

#Glenn

On dirait qu'on se dirige droit vers une grosse tempête. J'aimerais simplement qu'on soit en meilleure posture. Je ne peux pas vous dire à quel point c'est angoissant.

#Chas Freeman

Pour moi qui, vous savez, ai cru en mon pays et l'ai servi pendant trente ans, c'est désolant de voir l' irrationalité, le chaos, l'anarchie que nous provoquons dans le monde. Vous savez, j'ai toujours admiré, sur le plan historique, l'art de gouverner des Européens. En constater l'absence totale est assez sidérant. Mais c'est bien ce qu'on voit. Alors, qui fait preuve de compétence sur le plan diplomatique et militaire ? Les Russes, Sergueï Lavrov. Les armées russe et ukrainienne sont aujourd' hui les meilleures du monde, les plus aguerries. Les Chinois sont très bons en diplomatie et dans l'art de gouverner. L'Iran semble aussi très bon. Et je n'ai pas parlé de l'Afrique tout à l'heure, mais je ferais remarquer que Donald Trump a une façon bien à lui de choisir ses mots quand il parle des pays africains, ce qui ne le rend pas très sympathique à leurs yeux, pas plus que les États-Unis.

Et nous avons une rupture avec l'Afrique du Sud qui semble irréparable et qui est motivée par le désarroi d'Elon Musk face à la fin de l'apartheid, qu'il attribue en partie aux activités de l'USAID en Afrique du Sud. Voilà donc où nous en sommes, et on nous dit que l'IA est sur le point de supplanter l'espèce humaine et que, vous savez, tout cela fonctionnera dans des centres de données dans l' espace, parce que personne, pas même les Finlandais, ne veut de ces choses au sol. Elon Musk va donc les installer quelque part en orbite autour de la Terre, ce qui signifie qu'ils occuperont un domaine supérieur, un domaine qui domine la terre, la mer, les airs et l'espace proche. Le cyberespace est le domaine militaire suprême de l'avenir, celui qui englobe tous les autres.

#Glenn

Tout ça est très réjouissant, comme d'habitude. Je vois l'incompétence de nos dirigeants actuels. Ça me fait penser à cette formule des Grecs anciens : « Ceux que les dieux veulent perdre, ils commencent par les rendre fous. » Oui, ça me semble tout à fait de circonstance. Quoi qu'il en soit, merci. Un dernier mot ?

#Chas Freeman

Non, je pense que vous avez bien résumé la situation. Je veux dire, le monde est au fond dans un état d'irrationalité extrême, en proie à des hallucinations et à des délires, qui le poussent à agir de manière autodestructrice. Et où est la vision ? Où est la stratégie pour concrétiser cette vision ? Si on n'a pas de vision, je suppose qu'on ne peut pas avoir de stratégie pour la concrétiser.

#Chas Freeman

Où est la stratégie pour faire quoi que ce soit ?

#Chas Freeman

Je cherche encore. Mais où sont la retenue, la courtoisie qui permettent aux nations de s'entendre ? Je ne sais pas si vous avez vu cette scène honteuse où l'ambassadeur américain auprès des Nations unies, Waltz, s'en prenait aux Cubains. Mais, vous savez, c'était tout sauf digne. Et, vous savez, en

tant qu'Américain, je me sens obligé de présenter mes excuses au monde entier pour ce genre de comportement barbare.

#Glenn

Comme toujours, on termine sur une note sombre. Merci, donc, de m'avoir accordé de votre temps. C'est très aimable à vous.

#Chas Freeman

Eh bien, il est tard chez vous, et j'espère que vous passerez une agréable soirée. Au revoir.